

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Farnham

Code géographique : 46112

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Laguë, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Farnham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Farnham et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'explique la note 3, la direction de la Ville de Farnham n'a pas adopté le chapitre 3260 intitulé « passif au titre des sites contaminés » énoncé dans le Manuel de CPA Canada dont la mise en application était obligatoire à partir du 1er janvier 2015. Cette norme définit la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés. En particulier, elle définit les activités susceptibles d'être visées par un passif au titre de l'assainissement, elle définit le moment de comptabiliser et la façon d'évaluer un passif au titre de l'assainissement et, elle fournit des exigences connexes en matière de présentation des états financiers et d'informations à fournir. Le fait de ne pas adopter cette norme constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. N'ayant pas d'information probante suffisante, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements auraient dû être apportés, ni le montant de ces ajustements, à l'excédent de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 ainsi qu'au passif au titre d'assainissement des sites contaminés et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2015.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Farnham et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Farnham inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l (1)

(1) CPA, CA, permis de comptabilité publique no A104998

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 876 420	9 838 300	9 966 294			9 966 294
Compensations tenant lieu de taxes	2	893 718	789 100	791 007			791 007
Quotes-parts	3					124 013	14 237
Transferts	4	1 066 729	845 300	884 970			884 970
Services rendus	5	1 139 686	1 117 000	1 302 643		588 812	1 891 455
Imposition de droits	6	341 319	330 000	390 769			390 769
Amendes et pénalités	7	60 751	50 000	50 952			50 952
Intérêts	8	107 354	93 000	122 182		20 383	142 565
Autres revenus	9	122 038		227 961		62 349	290 310
	10	13 608 015	13 062 700	13 736 778		795 557	14 422 559
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	252 359	1 132 400	838 324			838 324
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15			1 711 573			1 711 573
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	252 359	1 132 400	2 549 897			2 549 897
	18	13 860 374	14 195 100	16 286 675		795 557	16 972 456
Charges							
Administration générale	19	1 445 639	1 552 600	1 608 859	64 318	84 837	1 758 014
Sécurité publique	20	1 942 062	1 728 000	1 923 559	95 952		2 019 511
Transport	21	1 727 310	1 676 700	1 793 716	1 052 722		2 846 438
Hygiène du milieu	22	2 483 616	2 597 200	2 739 259	852 695	552 655	4 034 833
Santé et bien-être	23	12 901	49 000	113 223			113 223
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 248 620	1 121 500	1 009 438	19 598		1 029 036
Loisirs et culture	25	1 731 334	1 824 300	1 755 113	324 448		2 079 561
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	607 640	505 700	567 455		327	567 782
Amortissement des immobilisations	28	2 122 604		2 409 733	(2 409 733)		
	29	13 321 726	11 055 000	13 920 355		637 819	14 448 398
Excédent (déficit) de l'exercice	30	538 648	3 140 100	2 366 320		157 738	2 524 058

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	538 648	3 140 100	2 366 320	157 738	2 524 058
Moins: revenus d'investissement	2	(252 359)	(1 132 400)	(2 549 897)	()	(2 549 897)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	286 289	2 007 700	(183 577)	157 738	(25 839)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 122 604		2 409 733	187 192	2 596 925
Produit de cession	5	24 220		245 000		245 000
(Gain) perte sur cession	6	87 805		(245 000)		(245 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(84 172)				
	8	2 150 457		2 409 733	187 192	2 596 925
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	149 463				
Réduction de valeur / Reclassement	10	84 172				
	11	233 635				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12		50 000	97 479		97 479
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			17 039		17 039
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15		50 000	114 518		114 518
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 253 342)	(1 318 800)	(1 400 353)	()	(1 400 353)
	18	(1 253 342)	(1 318 800)	(1 400 353)		(1 400 353)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(621 137)	(341 900)	(339 089)	(55 400)	(394 489)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(156 744)		101 500		101 500
Excédent de fonctionnement affecté	21	166 744			120 120	120 120
Réserves financières et fonds réservés	22	(264 151)	(342 600)	(573 009)		(573 009)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(54 523)	(54 400)	(55 041)		(55 041)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(929 811)	(738 900)	(865 639)	64 720	(800 919)
	26	200 939	(2 007 700)	258 259	251 912	510 171
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	487 228		74 682	409 650	484 332

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	252 359	1 132 400	2 549 897			2 549 897
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(28 097)	(75 300)	(42 946)	(4 597)	(47 543)	(47 543)
Sécurité publique	3	(32 723)	(5 100)	(780 965)	()	(780 965)	(780 965)
Transport	4	(1 109 858)	(911 300)	(3 234 042)	()	(3 234 042)	(3 234 042)
Hygiène du milieu	5	(396 114)	(559 600)	(536 086)	(50 803)	(586 889)	(586 889)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(25 000)	(3 503)	()	(3 503)	(3 503)
Loisirs et culture	8	(550 070)	(375 000)	(244 452)	()	(244 452)	(244 452)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(2 116 862)	(1 951 300)	(4 841 994)	(55 400)	(4 897 394)	(4 897 394)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(151 235)	()	(70 374)	()	(70 374)	(70 374)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(46 257)	(47 000)	(41 532)	()	(41 532)	(41 532)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 100 000		322 093		322 093	322 093
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	621 137	341 900	339 089	55 400	394 489	394 489
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	757 923		201 758		201 758	201 758
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	742 258		223 915		223 915	223 915
	18	2 121 318	341 900	764 762	55 400	820 162	820 162
	19	1 906 964	(1 656 400)	(3 867 045)		(3 867 045)	(3 867 045)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 159 323	(524 000)	(1 317 148)		(1 317 148)	(1 317 148)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	538 648	3 140 100	2 366 320	157 738	2 524 058
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	2 116 862 ) (	1 951 300 ) (	4 841 994 ) (	55 400 ) (	4 897 394)
Produit de cession	3	24 220		245 000		245 000
Amortissement	4	2 122 604		2 409 733	187 192	2 596 925
(Gain) perte sur cession	5	87 805		(245 000)		(245 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6	(84 172)				
	7	33 595	(1 951 300)	(2 432 261)	131 792	(2 300 469)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	82 400		(70 374)		(70 374)
Variation des stocks de fournitures	9	17 824		(6 427)	1 411	(5 016)
Variation des autres actifs non financiers	10	12 511		(118 926)	(946)	(119 872)
	11	112 735		(195 727)	465	(195 262)
	12	684 978	1 188 800	(261 668)	289 995	28 327
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	684 978	1 188 800	(261 668)	289 995	28 327
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(19 672 937)		(18 987 959)	613 824	(18 374 135)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(19 672 937)		(18 987 959)	613 824	(18 374 135)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(18 987 959)		(19 249 627)	903 819	(18 345 808)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	61 064	408 345	550 538	958 883
Placements temporaires	2			500 132	500 132
Débiteurs (note 5)	3	2 341 763	3 356 935	146 110	3 503 045
Prêts (note 6)	4	30 375	30 375		30 375
Placements de portefeuille (note 7)	5	306 178	233 192	564 475	797 667
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	2 739 380	4 028 847	1 761 255	5 790 102
PASSIFS					
Découvert bancaire	10	45 225	261 349		261 349
Emprunts temporaires (note 10)	11		2 701 300		2 701 300
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 579 327	1 320 954	857 436	2 178 390
Revenus reportés (note 12)	13	5 800			
Dette à long terme (note 13)	14	20 096 987	18 994 871		18 994 871
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	21 727 339	23 278 474	857 436	24 135 910
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(18 987 959)	(19 249 627)	903 819	(18 345 808)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	49 285 000	51 717 261	1 486 583	53 203 844
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 937 078	2 007 452		2 007 452
Stocks de fournitures	20	131 105	137 532	5 433	142 965
Autres actifs non financiers (note 17)	21	65 522	184 448	3 022	187 470
	22	51 418 705	54 046 693	1 495 038	55 541 731
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	739 029	510 453		510 453
Excédent de fonctionnement affecté	24	216 800	216 800	1 621 306	1 838 106
Réserves financières et fonds réservés	25	82 154	549 127		549 127
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(554 820)	(499 779)	()	(499 779)
Financement des investissements en cours	27	106 364	(1 328 663)	(709 032)	(2 037 695)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	31 841 219	35 349 128	1 486 583	36 835 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	32 430 746	34 797 066	2 398 857	37 195 923

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	538 648	2 366 320	157 738	2 524 058
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 122 604	2 409 733	187 192	2 596 925
Autres					
- disposition immo/ chang usage	3	(84 170)	(245 000)		(245 000)
- Perte sur disposition plac	4	87 805	17 039		17 039
	5	2 664 887	4 548 092	344 930	4 893 022
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 116 703	(1 015 172)	(13 786)	(1 094 112)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(774 571)	(258 373)	(82 171)	(275 390)
Revenus reportés	9	(6 206)	(5 800)		(5 800)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	82 400	(70 374)		(70 374)
Stocks de fournitures	12	17 824	(6 427)	1 411	(5 016)
Autres actifs non financiers	13	12 511	(118 926)	(946)	(119 872)
	14	3 113 548	3 073 020	249 438	3 322 458
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	2 116 862 ) (	4 841 994 ) (	55 400 ) (	4 897 394)
Produit de cession	16	24 220	245 000		245 000
	17	(2 092 642)	(4 596 994)	(55 400)	(4 652 394)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	46 257 ) (	41 532 ) (	) (	41 532)
Remboursement ou cession	19		97 479		97 479
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	9 765 ) (	9 765)
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			32 862	32 862
	23	(46 257)	55 947	23 097	79 044
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	2 100 000	322 093		322 093
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 323 719 ) (	1 470 730 ) (	) (	1 470 730)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 055 000)	2 701 300		2 701 300
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(136 459)	46 521		46 521
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(1 415 178)	1 599 184		1 599 184
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	31	(440 529)	131 157	217 135	348 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	32	456 368	15 839	333 403	349 242
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	33	15 839	146 996	550 538	697 534

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	3 311 855	3 377 300	3 589 550	146 268	3 735 818
Charges sociales	2	900 950	825 500	981 275	27 248	1 008 523
Biens et services	3	4 161 752	4 290 800	4 370 637	175 413	4 546 050
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	492 084	436 400	492 882		492 882
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	102 558	69 300	74 573		74 573
D'autres tiers	7	12 998				
Autres frais de financement	8				327	327
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	285 090	323 900	322 117		212 341
Autres	10	18 188				
Autres organismes	11	1 232 615	1 126 800	1 139 102	58 997	1 198 099
Amortissement des immobilisations	12	2 122 604		2 409 733	187 192	2 596 925
Autres						
-	13	681 032	605 000	540 486	42 374	582 860
-	14					
-	15					
	16	13 321 726	11 055 000	13 920 355	637 819	14 448 398

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	9 966 294	9 876 420
Compensations tenant lieu de taxes	2	791 007	893 718
Quotes-parts	3	14 237	120 669
Transferts	4	1 723 294	1 319 088
Services rendus	5	1 891 455	1 566 337
Imposition de droits	6	390 769	341 319
Amendes et pénalités	7	50 952	60 751
Intérêts	8	142 565	127 937
Autres revenus	9	2 001 883	169 106
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	16 972 456	14 475 345
Charges			
Administration générale	12	1 758 014	1 590 418
Sécurité publique	13	2 019 511	2 034 304
Transport	14	2 846 438	2 553 787
Hygiène du milieu	15	4 034 833	3 678 180
Santé et bien-être	16	113 223	12 901
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 029 036	1 268 154
Loisirs et culture	18	2 079 561	2 046 671
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	567 782	607 908
	21	14 448 398	13 792 323
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 524 058	683 022
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	34 671 865	33 988 843
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	34 671 865	33 988 843
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	37 195 923	34 671 865

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 524 058	683 022
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 897 394)	(2 326 913)
Produit de cession	3	245 000	24 220
Amortissement	4	2 596 925	2 308 401
(Gain) perte sur cession	5	(245 000)	87 805
Réduction de valeur / Reclassement	6		(84 172)
	7	(2 300 469)	9 341
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(70 374)	82 400
Variation des stocks de fournitures	9	(5 016)	17 444
Variation des autres actifs non financiers	10	(119 872)	12 709
	11	(195 262)	112 553
	12	28 327	804 916
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	28 327	804 916
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(18 374 135)	(19 179 051)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(18 374 135)	(19 179 051)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(18 345 808)	(18 374 135)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	958 883	394 467
Placements temporaires	2	500 132	532 994
Débiteurs (note 5)	3	3 503 045	2 408 932
Prêts (note 6)	4	30 375	30 375
Placements de portefeuille (note 7)	5	797 667	860 888
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 790 102	4 227 656
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	261 349	45 225
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 701 300	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 178 390	2 453 779
Revenus reportés (note 12)	13		5 800
Dette à long terme (note 13)	14	18 994 871	20 096 987
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	24 135 910	22 601 791
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(18 345 808)	(18 374 135)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	53 203 844	50 903 375
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 007 452	1 937 078
Stocks de fournitures	20	142 965	137 949
Autres actifs non financiers (note 17)	21	187 470	67 598
	22	55 541 731	53 046 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	37 195 923	34 671 865

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 524 058	683 022
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 596 925	2 308 401
Autres			
- Changement usage terrain	3	(245 000)	(84 170)
- Perte sur disposition	4	17 039	87 805
	5	4 893 022	2 995 058
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 094 112)	1 079 448
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(275 390)	(695 191)
Revenus reportés	9	(5 800)	(6 206)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(70 374)	82 400
Stocks de fournitures	12	(5 016)	17 444
Autres actifs non financiers	13	(119 872)	12 709
	14	3 322 458	3 485 662
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 897 394)	(2 326 913)
Produit de cession	16	245 000	24 220
	17	(4 652 394)	(2 302 693)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(41 532)	(46 257)
Remboursement ou cession	19	97 479	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(9 765)	()
Cession	21		(48 437)
Variation nette des placements temporaires	22	32 862	(253 442)
	23	79 044	(348 136)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	322 093	2 100 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 470 730)	(1 323 719)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 701 300	(2 055 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	46 521	(136 459)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	1 599 184	(1 415 178)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	348 292	(580 345)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	349 242	929 587
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	697 534	349 242

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Farnham ("la Ville") est un organisme municipal en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQC. c-19)

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [*consolidés*] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville de Farnham présente des états financiers consolidés avec la Régie Intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi (R.I.E.D.S.B.M).

L'organisme a été consolidé sur la base de la consolidation proportionnelle selon le % détenu par la Ville de Farnham soit 25%. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatactions des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt de rôle de perception. Les taxes foncières afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

lieu à une créance

Les droits de mutation immobilière sont constatées à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitué de l'encaisse, des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois et le découvert bancaire.

Placements

Les placements temporaires ainsi que les placements à long terme sont comptabilisés au coût et réduits lorsque survient une baisse de valeur durable.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subventions applicables des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

D) Passifs

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Régie prendra en charge les coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes enfouis.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectués.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Infrastructures	2.5 % à 25 %
Bâtiments	2.5 % à 2.63 %
Véhicules	5 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipements divers	10 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatés aux revenus de l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Le lissage des actifs sur 3 années est obtenu en calculant la moyenne arithmétique de la valeur marchande à la date d'évaluation et des années précédentes, projetées à la date d'évaluation au taux de rendement prévu des actifs en considérant les flux financiers réels.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

R.I.E.D.S.B.M.

Régime de retraite simplifié (RRS)

Le RRS offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

AFFECTATIONS

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

FONDS RÉSERVÉS

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Municipalité.

Le fonds réservé - Fond de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Municipalité d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

3. Modification de méthodes comptables

R.I.E.D.S.B.M.

Au cours de l'exercice, la Régie a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés".

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Régie au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Par ailleurs, la Ville de Farnham n'a pas adopté cette nouvelle norme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	447 965	59 605
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3	564 437	
Note			
R.I.E.D.S.B.M.			
Fiducie post-fermeture			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	738 570	679 029
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 002 635	963 893
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 051 193	131 512
Organismes municipaux	8	348 251	352 456
Autres			
- Autres	9	286 708	251 187
- Comptes clients	10	75 688	30 855
	11	3 503 045	2 408 932
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	491 556	561 933
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	491 556	561 933
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	4 008	35 495
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	30 375	30 375
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	30 375	30 375
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	233 192	306 178
Autres placements	23	564 475	554 710
	24	797 667	860 888
Note			
R.I.E.D.S.B.M.			
Les autres placements sont composés de l'encaisse, des obligations échéant à différentes dates jusqu'en juin 2024, tous placés en fiducie.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	445 300
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	281 300
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	1 626
Régimes de retraite des élus municipaux	32	19 018
	33	465 944
		302 783

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose de deux lignes de crédits d'un montant total de 3 781 300 \$. Les prélèvements portent intérêts au taux de base plus 0.25 %. Le solde inutilisé au 31 décembre 2015 est de 1 080 000 \$.

R.I.E.D.S.B.M.

La Régie bénéficie d'une marge de crédit de 100 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2.7 % au 31 décembre 2015) et renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	482 327	910 470
Salaires et avantages sociaux	38	478 153	301 556
Dépôts et retenues de garantie	39	179 538	327 194
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	708 451	666 077
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	95 200	
Autres			
- Intérêts courus à payer	43	149 155	91 203
- Taxes sur les redevances	44	79 247	155 861
- Autres	45	6 319	1 418
-	46		
-	47		
	48	2 178 390	2 453 779

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	20
Transferts	50	
Autres		
-	51	5 780
-	52	
	53	5 800

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,25	2016	2020	54	18 642 900	19 962 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,09	3,09	2020	2020	60	282 806	
Autres	4,50	4,50	2017	2017	61	223 200	334 643
					62	19 148 906	20 297 543
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(154 035)	(200 556)
					64	18 994 871	20 096 987

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>						<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2016	65	73	2 162 000	81	69 405	90	111 600	98	2 343 005
2017	66	74	7 432 400	82	69 405	91	111 600	99	7 613 405
2018	67	75	1 045 100	83	69 405	92		100	1 114 505
2019	68	76	6 438 100	84	69 405	93		101	6 507 505
2020	69	77	351 300	85	24 845	94		102	376 145
2021 et +	70	78	1 214 000	86		95		103	1 214 000
	71	79	18 642 900	87	302 465	96	223 200	104	19 168 565
Intérêts et frais accessoires				88	(19 659)			105	(19 659)
	72	80	18 642 900	89	282 806	97	223 200	106	19 148 906

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107 (16 216 008)	(15 919 573)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108 (2 129 800)	(2 454 562)
Autres	109	
	110 (18 345 808)	(18 374 135)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	14 406 985	139	33 721	166	(5 000)	193	14 445 706
Eaux usées	112	18 724 320	140	(1 487)	167		194	18 722 833
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	25 271 570	141	2 305 758	168		195	27 577 328
Autres	114	10 551 534	142	66 902	169	(164 178)	196	10 782 614
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	14 983 201	144	44 863	171		198	15 028 064
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	2 000 874	146	775 858	173		200	2 776 732
Ameublement et équipement de bureau	119	1 313 066	147	51 513	174		201	1 364 579
Machinerie, outillage et équipement divers	120	4 038 238	148	341 359	175	27 432	202	4 352 165
Terrains	121	247 751	149	1 656	176		203	249 407
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>91 537 539</u>	151	<u>3 620 143</u>	178	<u>(141 746)</u>	205	<u>95 299 428</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 321 240</u>	152	<u>1 277 251</u>	179	<u>164 178</u>	206	<u>2 434 313</u>
	125	<u>92 858 779</u>	153	<u>4 897 394</u>	180	<u>22 432</u>	207	<u>97 733 741</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	4 963 333	154	313 189	181	(5 000)	208	5 281 522
Eaux usées	127	13 002 206	155	439 953	182		209	13 442 159
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	8 452 706	156	795 633	183		210	9 248 339
Autres	129	6 532 312	157	306 420	184		211	6 838 732
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	3 823 419	159	368 137	186		213	4 191 556
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 517 158	161	112 652	188		215	1 629 810
Ameublement et équipement de bureau	134	1 013 064	162	41 155	189		216	1 054 219
Machinerie, outillage et équipement divers	135	2 651 206	163	219 786	190	27 432	217	2 843 560
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>41 955 404</u>	165	<u>2 596 925</u>	192	<u>22 432</u>	219	<u>44 529 897</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>50 903 375</u>					220	<u>53 203 844</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	1 411 638	1 409 858
Immeubles industriels municipaux	232	578 549	509 955
Autres	233	17 265	17 265
	234	2 007 452	1 937 078
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 007 452	1 937 078

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	187 470	67 598
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	187 470	67 598

Note**18. Obligations contractuelles**

a) En vertu de conventions avec la Société d'Habitation du Québec, la Ville de Farnham s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10% aux déficits d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Farnham.

b) La Ville de Farnham est liée en vertu des contrats suivants:

La ville s'est engagée à verser 163 780 \$ en 2016, 2017 et 2018 pour un montant total de 491 340 \$ relativement à un contrat de surveillance et d'entretien des chemins en période hivernale.

La ville s'est engagée à verser 96 236 \$ de 2016 à 2019 pour un montant total de 384 944 \$ relativement à un contrat de services professionnels en évaluation foncière.

R.I.E.D.S.B.M.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et de confier en fiducie des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par l'évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les 5 ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2015 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2020.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2017 à verser une somme en fonction du nombre de kilogrammes de déchets dangereux traités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne le fonds de développement Farnham-Rainville pour un montant maximal de 400 000 \$. Le solde au 31 décembre 2015 est de 186 895 \$.

La Ville est d'avis que ce cautionnement n'aura aucune incidence importante sur la situation financière de la ville.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

VALIDER FONDS RÉSERVÉS

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

N/A

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	958 883		394 467
Découvert bancaire	242	(261 349 )	(	45 225)
Placements temporaires	243	500 132		532 994
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires (Régie)	248	(500 132 )	(	532 994)
-	249		()
-	250		()
-	251		()
-	252		()
-	253		()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	254	697 534		349 242

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

	255	672 200		
--	-----	---------	--	--

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont composés de comptes d'épargne placement et d'un dépôt à terme portant intérêt à des taux variant de 1,25 % et 1,7 %. Le dépôt à terme échoit en 2016.

PASSIF AU TITRE DES ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES SITES D'ENFOUISSEMENT

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes:

- Constatation et mesure du passif: selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée restante estimative de l'exploitation: 46 ans;
- Actifs affectés au règlement du passif: 2 422 069 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture: 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 19 611 171 \$. Au 31 décembre 2015, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 2 833 802 \$, de sorte qu'un solde de 16 827 369 \$ reste à constater.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 510 453	1 089 777
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 838 106	1 197 827
Réserves financières et fonds réservés	3 549 127	82 154
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (499 779 ) (	554 820)
Financement des investissements en cours	5 (2 037 695)	(602 668)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 36 835 711	33 459 595
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	37 195 923	34 671 865
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 510 453	1 089 777
Organismes contrôlés	10	11
	510 453	1 089 777
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Administration municipale	12 216 800	216 800
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 216 800	216 800
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Investissements majeurs	22 1 468 730	860 907
- Budget exercice suivant	23 152 576	120 120
-	24	
	25 1 621 306	981 027
	26 1 838 106	1 197 827
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 269 334	39 429
Fonds parcs et terrains de jeux	34 135 309	19 429
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 142 242	22 553
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds de stationnement	41 2 242	743
-	42	
-	43	
-	44	
	45 549 127	82 154
	46 549 127	82 154

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (499 779) ()	(554 820)
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 (499 779) ()	(554 820)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (499 779) ()	(554 820)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 3 143	121 027
Investissements à financer	66 (2 040 838) ()	(723 695)
	67 (2 037 695)	(602 668)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 53 203 844	50 903 375
Propriétés destinées à la revente	69 2 007 452	1 937 078
Prêts	70 30 375	30 375
Placements à titre d'investissement	71 233 192	306 178
Participations dans des entreprises municipales	72	()
	73 55 474 863	53 177 006
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 18 994 871	20 096 987
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 154 035	200 556
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (491 556) ()	(581 007)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (18 198) ()	(875)
	79 18 639 152	19 717 411
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	()
	81 18 639 152	19 717 411
	82 36 835 711	33 459 595

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Farnham parraine un régime de retraite à prestation déterminé. Le régime de retraite à prestations déterminée est offert à l'ensemble des salariés cadres, cols bleus et cols blancs et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'année de service et sur la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour les cadres, les cols bleus et les cols blancs. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (445 300)	(281 300)
Cotisations versées par l'employeur	6 445 300	281 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 13 157 000	12 117 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (11 577 000)	(11 052 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 1 580 000	1 064 700
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (456 200)	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 123 800	1 064 700
Provision pour moins-value	13 (1 123 800)	(1 064 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 568 500	397 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 568 500	397 600
Cotisations salariales des employés	22 (195 900)	(116 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 372 600	281 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 (2 900)	(21 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 57 400	600 300
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 59 100	(487 800)
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 486 200	372 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 564 500	503 500
Rendement espéré des actifs	34 (605 400)	(594 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (40 900)	(91 000)
Charge de l'exercice	36 445 300	281 300

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 060 200	1 270 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (605 400)	(594 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 454 800	675 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (53 100)	(1 555 600)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 661 600	321 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 13 098 400	12 720 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 815 400	724 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,00 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,00 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>1 626</u>	<u>2 205</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 7 7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>5 721</u>	<u>5 721</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	19 018	19 278
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>19 018</u>	<u>19 278</u>
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	19 148 906
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 328 661
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	491 556
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 129 800
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	17 856 211
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	17 856 211
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	17 856 211
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 856 211
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 322 600	7 395 830	7 286 726
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	205 500	210 481	215 767
Activités de fonctionnement	6	310 100	314 373	309 940
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	7 838 200	7 920 684	7 812 433
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	651 200	635 758	652 036
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	664 100	675 363	615 826
Matières résiduelles	13	594 000	591 374	585 737
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		36 485	39 774
Service de la dette	18	90 800		
Activités de fonctionnement	19		106 630	170 614
Activités d'investissement	20			
	21	2 000 100	2 045 610	2 063 987
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 000 100	2 045 610	2 063 987
	26	9 838 300	9 966 294	9 876 420

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	3 851	3 851	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	3 851	3 851	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	170 500	105 008	116 009
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	106 400	214 430	260 088
	35	276 900	319 438	376 097
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	276 900	323 289	376 097
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	454 489	454 489	480 282
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	512 200	13 229	37 339
Taxes d'affaires	43			
	44	512 200	467 718	517 621
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	789 100	791 007	893 718

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	10 000		
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	2 248	2 248	11 940
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	38 300	9 932	32 597
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	73 000	161 116	345 689
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74	93 300		
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78	26 600		
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	280 400	353 875	409 312
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	234 600	241 914	239 124
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	27 100	26 939	28 067
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	783 300	796 024	1 066 729

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			32 723
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	851 800	298 944	298 944
Enlèvement de la neige	97			20 000
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	159 600	46 020	46 020
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	83 000		
Réseaux d'égout	109		474 360	474 360
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	38 000	19 000	19 000
Activités culturelles				199 636
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 132 400	838 324	838 324
				252 359

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	62 000	88 946	
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	62 000	88 946	
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 977 700	1 723 294	1 319 088

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	138 000	185 783	185 783
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	138 000	185 783	185 783
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	460 000	516 532	516 532
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			188 566
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	460 000	516 532	705 098
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	132 900	129 139	129 139
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	132 900	129 139	129 139
Réseau d'électricité	180			
	181	730 900	831 454	1 020 020

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	4 200	34 965	14 585
Sécurité publique	183	6 000	3 189	8 559
Transport				
Réseau routier	184		15 732	31 084
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	11 300		
Hygiène du milieu	190	65 500	77 534	479 466
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	3 200	29 510	41 700
Loisirs et culture	193	295 900	310 259	334 831
Réseau d'électricité	194			
	195	386 100	471 189	910 225
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 117 000	1 302 643	1 566 337
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	40 000	40 309	27 472
Droits de mutation immobilière	198	250 000	317 883	313 847
Droits sur les carrières et sablières	199	40 000	32 577	32 577
Autres	200			
	201	330 000	390 769	341 319
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	50 000	50 952	60 751
INTÉRÊTS	203	93 000	122 182	127 937
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		245 000	(87 805)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			145 105
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		(17 039)	(17 039)
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			64 738
Autres contributions	210			
Autres	211		1 711 573	47 068
	212		1 939 534	169 106

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	259 300	251 071	11 357	262 428	270 599	273 910
Application de la loi	2	22 300	21 772		21 772	21 772	18 058
Gestion financière et administrative	3	397 700	391 808	15 743	407 551	484 217	471 759
Greffe	4	184 100	194 942	1 835	196 777	196 777	230 466
Évaluation	5	113 800	111 162		111 162	111 162	50 855
Gestion du personnel	6	200 900	241 244		241 244	241 244	224 427
Autres	7	374 500	396 860	35 383	432 243	432 243	320 943
	8	1 552 600	1 608 859	64 318	1 673 177	1 758 014	1 590 418
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 073 100	1 072 217	2 590	1 074 807	1 074 807	1 119 102
Sécurité incendie	10	613 200	770 521	93 362	863 883	863 883	834 904
Sécurité civile	11	4 900	41 444		41 444	41 444	44 432
Autres	12	36 800	39 377		39 377	39 377	35 866
	13	1 728 000	1 923 559	95 952	2 019 511	2 019 511	2 034 304
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	670 400	764 762	828 319	1 593 081	1 593 081	1 279 219
Enlèvement de la neige	15	533 300	529 775	31 394	561 169	561 169	601 850
Éclairage des rues	16	137 500	213 336	16 376	229 712	229 712	233 484
Circulation et stationnement	17	87 000		12 376	12 376	12 376	12 376
Transport collectif							
Transport en commun	18	30 600	28 581		28 581	28 581	34 008
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	217 900	257 262	164 257	421 519	421 519	392 850
	22	1 676 700	1 793 716	1 052 722	2 846 438	2 846 438	2 553 787

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	690 600	821 617	337 580	1 159 197	907 852
Réseau de distribution de l'eau potable	24	322 700	402 932		402 932	479 195
Traitement des eaux usées	25	485 700	439 161	261 600	700 761	687 129
Réseaux d'égout	26	309 700	250 521	193 363	443 884	406 057
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	170 000	115 779	60 152	175 931	254 789
Élimination	28	216 700	222 695		222 695	521 068
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	89 700	77 108		77 108	53 063
Tri et conditionnement	30	31 300	27 950		27 950	28 181
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	218 100	216 555		216 555	222 586
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	23 500	39 043		39 043	12 886
Protection de l'environnement	38		95 200		95 200	80 002
Autres	39	39 200	30 698		30 698	25 372
	40	2 597 200	2 739 259	852 695	3 591 954	3 678 180
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	49 000	113 223		113 223	12 901
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	49 000	113 223		113 223	12 901
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	326 000	397 439	10 758	408 197	337 078
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	470 600	364 259	8 840	373 099	653 605
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	147 100	113 868		113 868	134 915
Tourisme	49	12 000	312		312	6 416
Autres	50					
Autres	51	165 800	133 560		133 560	136 140
	52	1 121 500	1 009 438	19 598	1 029 036	1 268 154

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	83 600	71 374		71 374	71 374	67 859
Patinoires intérieures et extérieures	54	528 000	537 011		537 011	537 011	444 067
Piscines, plages et ports de plaisance	55	136 800	103 810		103 810	103 810	92 164
Parcs et terrains de jeux	56	547 000	545 290		545 290	545 290	429 516
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	115 200	108 500		108 500	108 500	93 710
Autres	59	85 400	80 753	320 900	401 653	401 653	616 403
	60	1 496 000	1 446 738	320 900	1 767 638	1 767 638	1 743 719
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	211 500	216 057	3 548	219 605	219 605	182 099
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	116 800	92 318		92 318	92 318	120 853
	66	328 300	308 375	3 548	311 923	311 923	302 952
	67	1 824 300	1 755 113	324 448	2 079 561	2 079 561	2 046 671
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	495 700	555 294		555 294	555 294	594 642
Autres frais	70	10 000	12 161		12 161	12 161	12 998
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72					327	268
	73	505 700	567 455		567 455	567 782	607 908
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74			2 409 733	(2 409 733)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Farnham (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons [J'estime] que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

(1) CPA, CA, permis de comptabilité publique no A104998

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>9 966 294</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>9 966 294</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	9 966 294
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>9 966 294</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7		1 178 630
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1			8	36 485
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>1 215 115</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>8 751 179</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>690 018 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>703 133 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>696 576 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>8 751 179</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>696 576 050</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 1 , 2 5 6 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	150 000	5 300	29 436
Usines de traitement de l'eau potable	2	159 600	122 612	82 995
Usines et bassins d'épuration	3	83 000	80 244	18 067
Conduites d'égout	4		519	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		46 598	192 179
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	921 300	3 227 563	894 314
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			6 256
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	295 000	227 809	487 240
Autres infrastructures	11	82 000	5 595	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	43 300	8 118	
Édifices communautaires et récréatifs	14	80 000		53 579
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		775 858	273 778
Ameublement et équipement de bureau	18	37 100	48 780	28 260
Machinerie, outillage et équipement divers	19	100 000	337 153	260 809
Terrains	20		2 443	
Autres	21			
	22	1 951 300	4 841 994	2 326 913

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		5 300	29 436
Usines de traitement de l'eau potable	24		122 612	82 995
Usines et bassins d'épuration	25		80 244	18 067
Conduites d'égout	26		519	
Autres infrastructures	27		3 460 967	1 387 810
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		46 598	192 179
Autres immobilisations	33		1 172 352	616 426
	34		4 841 994	2 326 913

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	19 962 900		1 320 000	18 642 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		322 093	39 287	282 806
Autres	6	334 643		111 443	223 200
	7	20 297 543	322 093	1 470 730	19 148 906
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 014 865		184 206	3 830 659
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	13 207 945	322 093	833 147	12 696 891
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	17 222 810	322 093	1 017 353	16 527 550
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	561 933		70 377	491 556
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	561 933		70 377	491 556
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	561 933		70 377	491 556
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	2 512 800		383 000	2 129 800
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 074 733		453 377	2 621 356
	26	20 297 543	322 093	1 470 730	19 148 906
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	20 297 543	322 093	1 470 730	19 148 906

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	47 700	47 716	35 940
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 800	5 389	2 389
Sécurité civile	6	3 600	3 648	2 648
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	30 600	28 581	18 581
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	110 800	110 798	70 798
Cours d'eau	13	13 500	14 161	4 161
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 300	14 254	10 254
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	97 600	97 570	67 570
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	323 900	322 117	212 341
				285 090

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	9,87	35,00	789 252	250 988	1 040 240
Professionnels	2					
Cols blancs	3	15,87	35,00	745 785	175 103	920 888
Cols bleus	4	26,81	40,00	1 577 340	489 406	2 066 746
Policiers	5					
Pompiers	6	5,19	35,00	334 428	35 091	369 519
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	57,74		3 446 805	950 588	4 397 393
Élus	9	7,00		142 745	30 687	173 432
	10	64,74		3 589 550	981 275	4 570 825

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		46 020			46 020
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		474 360			474 360
Autres	16	884 970	317 944			1 202 914
	17	884 970	838 324			1 723 294

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	21 772	27		53	21 772	79		105	21 772	131
Évaluation	2	111 162	28		54	111 162	80		106	111 162	132
Autres	3	1 475 925	29	64 318	55	1 540 243	81	34 965	107	1 505 278	133
	4	1 608 859	30	64 318	56	1 673 177	82	34 965	108	1 638 212	134
Sécurité publique											
Police	5	1 072 217	31	2 590	57	1 074 807	83		109	1 074 807	135
Sécurité incendie	6	770 521	32	93 362	58	863 883	84	188 972	110	674 911	136
Sécurité civile	7	41 444	33		59	41 444	85		111	41 444	137
Autres	8	39 377	34		60	39 377	86		112	39 377	138
	9	1 923 559	35	95 952	61	2 019 511	87	188 972	113	1 830 539	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	764 762	36	828 319	62	1 593 081	88	15 732	114	1 577 349	140
Enlèvement de la neige	11	529 775	37	31 394	63	561 169	89		115	561 169	141
Autres	12	213 336	38	28 752	64	242 088	90		116	242 088	142
Transport collectif	13	28 581	39		65	28 581	91		117	28 581	143
Autres	14	257 262	40	164 257	66	421 519	92		118	421 519	144
	15	1 793 716	41	1 052 722	67	2 846 438	93	15 732	119	2 830 706	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	821 617	42	337 580	68	1 159 197	94	521 481	120	637 716	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	402 932	43		69	402 932	95		121	402 932	147
Traitement des eaux usées	18	439 161	44	261 600	70	700 761	96		122	700 761	148
Réseaux d'égout	19	250 521	45	193 363	71	443 884	97		123	443 884	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	338 474	46	60 152	72	398 626	98	50 000	124	348 626	150
Matières recyclables	21	321 613	47		73	321 613	99		125	321 613	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	39 043	49		75	39 043	101		127	39 043	153
Protection de l'environnement	24	95 200	50		76	95 200	102		128	95 200	154
Autres	25	30 698	51		77	30 698	103	22 585	129	8 113	155
	26	2 739 259	52	852 695	78	3 591 954	104	594 066	130	2 997 888	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	113 223	172		187	113 223	202		217	113 223	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160	113 223	175		190	113 223	205		220	113 223	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	397 439	176	10 758	191	408 197	206		221	408 197	236
Rénovation urbaine	162	364 259	177	8 840	192	373 099	207		222	373 099	237
Promotion et développement économique	163	114 180	178		193	114 180	208		223	114 180	238
Autres	164	133 560	179		194	133 560	209	29 510	224	104 050	239
	165	1 009 438	180	19 598	195	1 029 036	210	29 510	225	999 526	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	1 446 738	181	320 900	196	1 767 638	211	439 398	226	1 328 240	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	216 057	182	3 548	197	219 605	212		227	219 605	242
Autres	168	92 318	183		198	92 318	213		228	92 318	243
	169	1 755 113	184	324 448	199	2 079 561	214	439 398	229	1 640 163	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	10 943 167	186	2 409 733	201	13 352 900	216	1 302 643	231	12 050 257	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 841 994	2 116 862
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 841 994	2 116 862

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	739 029	852 980
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	739 029	852 980
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	74 682	487 228
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(101 500)	156 744
Activités d'investissement	6	(201 758)	(757 923)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(228 576)	(113 951)
Solde à la fin de l'exercice	12	510 453	739 029
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	216 800	383 544
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	216 800	383 544
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(166 744)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(166 744)
Solde à la fin de l'exercice	22	216 800	216 800
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	82 154	560 261
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	82 154	560 261
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	573 009	264 151
Activités d'investissement	27	(223 915)	(742 258)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	117 879	
	30	466 973	(478 107)
Solde à la fin de l'exercice	31	549 127	82 154

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(554 820)	(609 343)	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(554 820)	(609 343)	
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()	
Autres	37	()	()	
Régimes non capitalisés	38	()	()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement				
Frais d'assainissement des sites contaminés	39	()	()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40	()	()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	()	
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()	
Autres	44	()	()	
	45	()	()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()	
Autre financement	47	()	()	
	48	()	()	
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	55 041	54 523	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50			
	51	55 041	54 523	
Solde à la fin de l'exercice	52	(499 779)	(554 820)	
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	106 364	(2 052 959)	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55	106 364	(2 052 959)	
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(1 317 148)	2 159 323	
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59	(117 879)		
	60	(1 435 027)	2 159 323	
Solde à la fin de l'exercice	61	(1 328 663)	106 364	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	31 841 219	32 757 615	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	31 841 219	32 757 615	
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement				
Excédent de fonctionnement affecté	65			
	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	3 507 909	(916 396)	
Solde à la fin de l'exercice	68	35 349 128	31 841 219	

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 350 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>1 350 000</u>
	5	
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 350 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 22 553	2	3	4 117 875	5 ((1 813))	6	7 142 241
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 22 553	16	17	18 117 875	19 ((1 813))	20	21 142 241

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 9 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| 0 | , | 9 | 2 | 3 | 0 | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| 2 | , | 1 | 6 | 5 | 0 | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| 2 | , | 2 | 7 | 5 | 0 | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| 0 | , | 8 | 9 | 0 | 0 | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| 0 | , | 8 | 9 | 0 | 0 | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 6 | 5 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 5 | 5 | , | 0 | 0 |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 2 | 5 | , | 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dettes à long terme (Aqueduc et égout)	,0430	1	Unités desservies
Nettoyage des fossés	,0450	1	Ancien terr. Rainville
Entretien aqueduc et égout	,0450	1	Ancien terr. Farnham
Taxe spéciale rue William	389,4800	4	
Vidage fosses septiques	75,0000	4	Ancien terr. Rainville
Matières résiduelles - 1 à 2 bacs	110,0000	4	commerces, écoles, indu
Matières résiduelles - 3 à 6 bacs	240,0000	4	commerces, écoles, indu
Matières résiduelles - 7 à 15 bacs	600,0000	4	commerces, écoles, indu
Matières résiduelles - 16 bacs et +	1 000,0000	4	commerces, écoles, indu
Compteur d'eau - Industrie	1,8000	5	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	67 982 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	352 650 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 477 rue de l'Hôtel de ville
(no) (rue)
Farnham J2N 2H3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-3178
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jlague@ville.farnham.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie Laguë

Téléphone (450) 293-3326 225
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.farnham.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 149 Desjardins est
(no) (rue)
Farnham (Québec) J2N 2W6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-5327
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2817
(ind. rég.) (numéro)

Courriel anadeau@deloitte.ca

Responsable du dossier Alain Nadeau, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Lagüe , atteste que le rapport financier consolidé de Farnham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Farnham .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Farnham consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Farnham détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 524 058 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2563 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-02 09:46:10

Date de transmission au Ministère : 2016/05/03